

eco



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP16 - MOP 6, Cancun, Nov-Décembre 2010

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

Les clés d'une 2^{ème} période d'engagement

Les pays Annexe I ne devraient pas avoir de trop de mal à faire preuve du leadership dont nous avons besoin en s'engageant sur des objectifs situés dans le haut de la fourchette 25-40% du GIEC. Un grand nombre d'études montrent comment atteindre cet objectif faisable. Mais clairement, ces pays ne sont pas prêts à se montrer ambitieux.

Néanmoins, les parties Annexe I peuvent et doivent trouver un accord à Cancun sur un nombre d'enjeux techniques. Ils poseront les jalons d'engagements 2011 qui permettront d'atteindre le niveau d'ambition nécessaires en termes de réductions d'émissions. Ces dossiers techniques définiront aussi les règles et modalités qui vont régir le partage équitable des objectifs 2013-2017.

Le lancement cette semaine du rapport du PNUE sur le « gigatonne gap » montre l'écart massif et grandissant entre les promesses sur les tables et le scénario 2°C, et encore plus avec le scénario qui limite le réchauffement à 1,5°C. Il est impératif de combler l'écart qui se compte en gigatonnes, et de réduire véritablement les émissions, au lieu de faire semblant.

C'est pour ces raisons que ECO insiste qu'il faut trouver à Cancun un accord sur les points suivants:

- un objectif agrégé d'au moins 40% pour 2020 pour les pays développés, par rapport aux niveaux 1990.

- une comptabilisation LULUCF qui ne permette pas à 450 millions de tonnes d'émissions de s'évanouir dans la nature

- une solution au problème des quotas d'émissions épargnés ('air chaud') qui permette de protéger l'intégrité environnementale. Le rapport du PNUE dit qu'en résolvant la question des surplus de quotas d'émissions de la première et de la

deuxième période, on pourrait réduire l'écart de 2,3 Gt.

- le maintien de 1990 comme année de référence facilitera la comparabilité des objectifs entre les deux périodes d'engagement. D'autres années de référence sont utilisées par certaines parties pour cacher l'absence d'effort.

- une période d'engagement de 5 ans pour synchroniser la révision des engagements avec la sortie du dernier rapport du GIEC, et s'aligner avec les cycles politiques de nombreux pays.

- une politique domestique forte pour faciliter la transition vers une économie neutre en carbone pour les pays développés d'ici 2050. Il faut planifier, au lieu d'utiliser la compensation pour réduire ses émissions.

- moins de sources douteuses pour générer des crédits carbone (comme l'inclusion du CCS et du nucléaire dans le MDP) et plus de demandes de projets visant le développement durable.

- l'utilisation de la science la plus récente : c'est-à-dire, le 4^{ème} rapport du GIEC sur le potentiel de réchauffement climatique à horizon 2100... - *suite page 2*

SOIREE ONG

Samedi 4 décembre

21:00 - 5:00

à **SEÑOR GROG'S**

Zone hôtelière, Kukulcan au km 9,5

Bus tout au long de la zone hôtelière (environ 8,5 pesos)

Service de bus toute la nuit

Bracelet Open Bar : 30-35 US\$

Venez danser et barboter avec nous !

Tous les badges sont les bienvenus !

Message personnel pour les ministres

Chers Ministres, permettez à ECO de vous souhaiter la bienvenue à Cancun. La chaude lumière du soleil, les plages de sable et les piscines resplendissantes créent une atmosphère délicieuse où il ne manque plus que vous. Nous aimerions tous passer quelques jours au bord de la piscine ou à la plage, en sirotant des boissons fraîches et en feuilletant les pages de notre nouvel accord sur le climat, juste, ambitieux et juridiquement contraignant.

ECO a le regret de vous réveiller de votre rêverie alors que vous arrivez de l'aéroport. Le monde attend toujours que vos gouvernements arrivent à un tel accord, et l'exigence de progrès significatifs à Cancun sera omniprésente dans les jours à venir. Il y a beaucoup à faire ! Les progrès ont été lents durant la première semaine, sans rapport avec l'urgence et le sérieux rendus nécessaires par la crise climatique. Vous et vos collègues pouvez maintenant intervenir et reprendre le travail commencé par vos délégations, faire preuve d'un esprit de coopération et apporter la volonté politique, le pouvoir de décision et l'engagement nécessaires pour réaliser de solides progrès. C'est la semaine pour cela et c'est votre travail.

Deux exemples importants de questions qui ont besoin d'une forte impulsion politique sont la deuxième période d'engagements du Protocole de Kyoto et la forme juridique des accords sur l'Action Concertée à Long Terme (LCA). Toutes les deux reposent énormément sur les épaules des négociateurs des deux processus.

Pour le Protocole, un avenir incertain crée des tensions en croissance rapide dans les négociations et, pour la LCA, les négociateurs ont essayé de trouver sans beaucoup de succès une cohésion... - *suite page 2*

Suite de l'article « Les clés d'une 2^{ème} période d'engagement »

...et non pas un mic-mac politique. Pourquoi le Brésil ne s'appuie-t-il pas sur la science la plus récente ?

-Inciter l'OMI et OACI à agir rapidement pour adopter une approche globale qui respectera le principe de responsabilité commune mais différenciée qui, par exemple, n'aurait pas d'impact net sur les pays en développement. Les règles du Protocole de Kyoto peuvent permettre de réelles réductions d'émissions, ou alors elles peuvent permettre d'inventer des réductions d'émissions via des exercices comptables et des échappatoires. Le temps commence à manquer et il faut faire ce simple choix.

Et chers délégués, puisque le processus est comme toujours sous l'impulsion des parties, c'est bien votre choix.

Suite de l'article « Message personnel » pour définir le type d'accord recherché. Ces questions sous-jacentes ralentissent le progrès des négociations. Et comme les discussions du groupe de contact sur la forme juridique l'ont révélé hier, ce sont des questions que les négociateurs ont du mal à faire avancer sans une forte pression et une approche constructive de leurs ministres.

Chers Ministres, la décision de conserver et de renforcer le Protocole de Kyoto ainsi que l'adoption d'un accord juridiquement contraignant dans le cadre de la LCA sont toutes deux essentielles. Elles sont fondamentales pour obtenir ici à Cancun un ensemble de décisions qui nous amènent vers un accord sur le climat juste, ambitieux et juridiquement contraignant. Une fois ceci accompli, vous aurez certainement mérité que quelque repos et relaxation.

Aurores boréales ?

ECO croyait que quittant l'hiver boréal, gris et froid, pour le soleil mexicain, le Canada ne se dissimulerait plus sous l'Ombrelle.

Le Japon a certainement été victime d'un coup de chaud cette semaine en refusant une seconde période d'engagement sous Kyoto. Mais le Canada restait lui dans l'ombre de son Ombrelle ; jusqu'à hier, quand le Secrétariat Exécutif lui arrachait et révélait leur position au grand jour. Ainsi, il apparaît que le Canada s'est toujours opposé au renouvellement du Protocole de Kyoto. Sur les autres sujets le Canada est resté silencieux. Pourtant, la semaine dernière, des preuves sont apparues comme quoi le gouvernement canadien mène dans l'ombre une stratégie de plaider pour ralentir les politiques européennes et américaines en matière d'énergie et de changement climatique. Alors même que le Canada s'appuie sur les Etats-Unis pour justifier sa politique. Et le mois dernier, le Sénat canadien - qui n'est pas élu - a écludé le débat et bloqué un projet de loi décisif sur le climat voté par la Chambre des Communes.

Cela ne se limite pas à une politique de blocage. Le Canada fait aussi obstruction à l'avancée de la science. Les scientifiques du gouvernement ont été bâillonnés et les financements des recherches sur le climat ont été taillés à vif. Signe révélateur, le plus grand des bateaux de recherche arctique est désormais loué à l'exploration pétrolière. Loin de diminuer, les émissions du Canada ont augmentées de 30% depuis 1990. Le Canada était le seul pays à avoir ratifié ses objectifs du Protocole de Kyoto puis ouvertement renoncé à les atteindre. Le Canada, encore, était le seul pays à revenir de Copenhague pour immédiatement réduire ses objectifs de réduction. Ainsi la mauvaise volonté du gouvernement canadien est un euphémisme.

Pourtant, les citoyens canadiens démontrent à chaque élection qu'ils soutiennent le Protocole de Kyoto et l'action en matière de changement climatique. Paradoxalement, l'environnement a souvent été pointé comme la principale préoccupation des canadiens alors même que leur Gouvernement s'asseyait dessus. Et ECO ne peut s'empêcher de penser que le Canada serait mieux inspiré d'envoyer sa délégation somnoler sur la plage pour profiter du soleil.

Le Plan d'Actions Bas Carbone mexicain prend forme

ECO a relevé un désir manifeste pour l'atteinte d'un accord à Cancun sur les Plans d'Actions Bas Carbone (PABC) pour les pays en développement et les Plans d'Actions Zéro Carbone (PAZC) pour les pays développés. Nous notons quelques avancées sur ces points.

Hier, le Mexique a présenté d'importants progrès sur son PABC à court terme, le Programme National Spécial sur le Changement Climatique (dit PECC). On y retrouve :

Vision long terme : Le Mexique se fixe de réduire de 50% ses émissions d'ici 2050, sur la base de 2000, partant de 6,8 tonnes de CO₂ annuelles par personne aujourd'hui à 2,8 tonne en 2050. Selon cet objectif et le PECC, les émissions mexicaines culmineront avant 2012 et décroîtront progressivement jusqu'à un niveau en 2050 de 340 Mt. Cependant, pour atteindre cet objectif de réduction, le Mexique a bien précisé qu'un régime

multilatéral doit être mis en place et que les pays développés doivent fournir un soutien financier et technologique à une échelle inédite mais nécessaire.

Réduction : Le PECC tente de dissocier la croissance économique de l'augmentation des GES. En induisant une chute dans l'intensité carbone, le PECC donne le déclic d'une décarbonisation de l'économie

mexicaine. Les 129 Mt de réduction pour la période 2008-2012 sont basés sur un éventail de mesures dans la production d'énergie, l'agriculture, les forêts et les autres usages de la terre (AFOLU) ainsi que les déchets.

Adaptation : Dans certains cas (surtout AFOLU), les mesures d'adaptation sont intégrés à celles de réduction. Le PECC identifie le besoin de développer une gestion des risques induits, surtout dans les cas de phénomènes naturels comme les tempêtes ou les sécheresses.

Politique transversale : Le PECC implique ne nombreux organes gouvernementaux dans la lutte contre le changement climatique avec des actions, des objectifs et des méthodologies. La coordination intersectorielle et institutionnelle permettra d'assurer que les efforts profitent à l'économie, l'éducation, le renforcement de capacité, la recherche et l'échange d'information et la communication.

L'approche économique mexicaine et sa vision long terme en font potentiellement un bon exemple de plan pérenne, tant que ces efforts sont soutenu par des fonds et une stabilité politique. Pour commencer, il y a deux propositions pour un Loi Générale sur le Climat à la Chambre Légale. Nous espérons que ces éléments pourront avancer rapidement.



REMERCIEMENTS

Le RAC-F remercie le ministère français de l'écologie (MEDDTL) et la Fondation du Prince Albert II de Monaco pour leur soutien financier (le contenu de ce bulletin n'engage en rien ces deux partenaires) ainsi que tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro et l'équipe de l'ECO anglais. ECO français est disponible sur :

www.rac-f.org